

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires  
Service environnement, eau et forêt

Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68-02360

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre de la société  
LES ATELIERS DE LA HAUTE-GARONNE, 26 route de Lasbordes à Flourens**

N° 0 4 3

Le préfet de la région  
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2000 autorisant la société Les Ateliers de la Haute-Garonne à exploiter des installations de traitement de surfaces relevant de la rubrique 2565-2, une installation de traitement thermique et une installation de travail mécanique des métaux et alliages sur le territoire de la commune de Flourens ZI de Flourens et l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2001 suite à la modification des installations (augmentation du volume des bains de traitement et du débit moyen journalier de rejet aqueux après traitement physico-chimique) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 18 février 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : les bains chauffés ne disposent pas tous de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage ; des produits réactifs, dangereux ou polluants sont stockés à l'extérieur sans rétention ou aménagement pour la récupération des fuites éventuelles ; les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'extérieur sur une zone non protégée des intempéries et non aménagée pour la récupération des eaux de ruissellement ; la rétention du réacteur de déchromatation de la station de traitement des eaux ne dispose pas de déclencheur d'alarme en point bas ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6-I, 6-II et 6-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Les Ateliers de la Haute-Garonne de respecter les prescriptions des articles 6-I, 6-II, 6-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>** – La société Les Ateliers de la Haute-Garonne est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite 26, route de Lasbordes à Flourens (31130) :

1° dans le délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 en équipant de dispositifs de sécurité les systèmes de chauffage des bains de la chaîne d'oxydation anodique sulfurique, pour permettre de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage ;

2° dans un délai d'1 mois, de respecter les dispositions de l'article 6-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 en stockant et manipulant les produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et en stockant les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement ;

3° dans un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 6-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en mettant en place dans la rétention des réacteurs de déchromatation un déclencheur d'alarme point bas.

**Art. 2** – A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 3** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4** – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Art. 5** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, le directeur départemental de la Haute-Garonne et le maire de Flourens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Les Ateliers de la Haute-Garonne.

Fait à Toulouse, le - 5 AVR. 2016

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Stéphane DAGUIN

